

Art. 2. — L'article 11 du décret du 11 juin 1949 susvisé est remplacé par l'article suivant:

« Art. 11. — Dans chaque groupe, chacune des catégories définies à l'article 10 élit ses représentants par section, à raison de six pour la catégorie A et quatre pour la catégorie B ».

Art. 3. — L'article 12 du décret du 11 juin 1949 susvisé est remplacé par l'article suivant:

« Art. 12. — Tous les membres du corps électoral sont éligibles au titre de la section dans laquelle ils sont classés. Dans chaque section, les membres du corps électoral appartenant à la catégorie A peuvent être élus comme représentants de la catégorie A ou de la catégorie B ».

Art. 4. — L'article 15 du décret du 11 juin 1949, modifié par l'article 1^{er} du décret du 13 mai 1953, est remplacé par l'article suivant:

« Art. 15. — Le comité national de la recherche scientifique est désigné pour quatre ans. Aucune nomination n'a lieu durant cette période pour combler les vacances qui pourraient survenir. Les membres sortants sont rééligibles ».

Art. 5. — Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre des affaires économiques et financières et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Ce projet de décret a été délibéré et adopté par le conseil d'Etat dans sa séance du 6 décembre 1956.

Fait à Paris, le 21 décembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,
RENÉ BILLÈRES.

Le ministre des affaires économiques et financières,
PAUL RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN FILIPPI.

Affectation des maîtres d'éducation physique dans les établissements d'enseignement.

Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

Vu la circulaire n° 3 du 19 février 1951 et l'arrêté ministériel du 6 juin 1953 sur le recrutement et l'affectation des maîtres d'éducation physique,

Arrête:

Art. 1^{er}. — En raison de l'accroissement de la population scolaire et des besoins actuels des établissements d'enseignement public en personnel enseignant, les effets de la circulaire n° 3 du 19 février 1951 et de l'arrêté ministériel du 6 juin 1953 sont suspendus pendant cinq ans, à compter du 30 septembre 1956.

Art. 2. — A titre provisoire et pendant cinq ans au maximum pourront être affectés dans les établissements d'enseignement public:

1° A compter du 1^{er} octobre 1956:

a) Les maîtres et maitresses d'éducation physique et sportive de la promotion 1956;

b) Les maîtres et maitresses d'éducation physique et sportive des promotions antérieures à la promotion 1956 ayant fait l'objet d'une mise en disponibilité prenant fin au terme de l'année scolaire 1955-1956 et n'ayant encore fait l'objet d'aucune affectation depuis leur succès au concours de recrutement.

2° A compter du 1^{er} octobre 1957 et au cours de chaque mouvement annuel de personnel:

a) Les maîtres et maitresses d'éducation physique et sportive de chaque nouvelle promotion annuelle et dont le congé se termine dans les conditions prévues au paragraphe b du 1^{er} ci-dessus;

b) Les maîtres et maitresses d'éducation physique et sportive des promotions 1951 et suivantes comptant au moins trois années de présence dans leur poste.

Art. 3. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 29 septembre 1956.

RENÉ BILLÈRES.

Ouverture de la session de 1957 du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles de plein air.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,
Vu le décret du 18 juillet 1939;
Sur la proposition de l'inspection générale,

Arrête:

Art. 1^{er}. — La date d'ouverture de la session du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles de plein air est fixée au jeudi 11 avril 1957.

Art. 2. — Le registre d'inscription sera clos le 11 février 1957. Les inscriptions seront reçues, pour Paris, au secrétariat de l'académie à la Sorbonne et, dans les départements, à l'inspection académique.

Art. 3. — Les recteurs et les inspecteurs d'académie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 8 décembre 1956.

Pour le ministre et par délégation:
Le chef de cabinet,
MAURICE DIRAND.

Bibliothèques.

Par arrêté du 17 décembre 1956, M. Chauveinc (Marc), bibliothécaire de 1^{er} échelon (indice 250), est détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} novembre 1954, auprès du ministère de la France d'outre-mer pour exercer les fonctions de bibliothécaire à l'institut des hautes études de Dakar.

Enseignement technique.

Par arrêté du 17 décembre 1956, M. Vallet (Robert), professeur d'enseignement général, 6^e échelon, est placé en service détaché auprès du Bureau international du travail en qualité d'expert chargé de mission au Brésil pour une période d'un an, à compter du 28 août 1955.

Par arrêté du 17 décembre 1956, M. Froger (Alexandre), professeur technique adjoint de collège technique, 6^e échelon, est placé en service détaché auprès du Bureau international du travail en qualité d'expert chargé de mission au Brésil pour deux périodes d'un an, à compter du 7 août 1955.

Enseignement supérieur.

Par arrêté du 17 décembre 1956, M. Bretonneau (Pierre), assistant à titre personnel au Collège de France, est détaché auprès du centre national de la recherche scientifique pour la période du 26 mars 1952 au 25 mars 1957 inclus.

Enseignement du second degré.

Par arrêté du 17 décembre 1956, M. Uri (Pierre), professeur agrégé de philosophie, est placé, à titre de régularisation, en position de détachement:

1° Auprès du président du conseil des ministres pour une période allant du 1^{er} mars 1947 au 1^{er} mars 1952, et une période allant du 1^{er} mars 1952 au 9 août 1952, en vue d'exercer des fonctions de conseiller économique et financier auprès du commissariat général du plan de modernisation et d'équipement;

2° Auprès du ministre des affaires étrangères pour une période allant du 10 août 1952 au 30 septembre 1956, en vue d'exercer des fonctions de directeur de la division de l'économie générale auprès de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Enseignement du premier degré.

Par arrêté du 17 décembre 1956, Mme Aures, née Bourgade, institutrice de 1^{re} classe du département de la Lozère, est mise, pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} octobre 1956, à la disposition du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, pour exercer des fonctions de rédactrice à l'inspection académique de Mende.